



# R.E.N.A.R.D.

Rassemblement pour l'Etude de la Nature et l'Aménagement de Roissy-en-Brie et son District  
Association loi 1901 créée le 24 novembre 1978, siège en Mairie 77680 Roissy-en-Brie  
Agréée de Jeunesse et d'Education Populaire sous le n° 77 JEP 03 302 R 88  
Agréée de protection de l'environnement au titre de l'article L.141-1 du Code de l'Environnement

v. réf. :

n. réf. : C:\Documents and Settings\Philippe ROY\Mes documents\RENARD\Roissy-en-Brie\Concassage\DT77390060012\RG-DT-06-0012.doc

Roissy le 7 juin 2006

**Madame le Maire  
En Mairie  
9 rue Pasteur**

**77680 ROISSY-EN-BRIE**

**☎ : 01 64 43 13 00**

**☎ : 01 60 28 27 47**

**Objets :** 1. recours gracieux en vue de l'annulation de l'autorisation de travaux n° 77.390.06.0012, pour un portail et un accès sur le R.D. 361 pour les terrains de la société *Les Bleuets* ;  
2. recours gracieux pour annulation conjointe des autorisations antérieures concernant la clôture ou un portail d'accès aux terrains de la *société Les Bleuets*.

**Madame le Maire,**

Nous avons l'honneur par la présente de formuler un recours gracieux en vue de l'annulation de l'autorisation de travaux citée en 1. de l'objet de cette lettre.

Cette autorisation a en effet été délivrée à la suite d'une procédure irrégulière qui, sur le fond, ne respecte pas le P.O.S. et qui résulte d'une erreur manifeste d'appréciation.

## **1. Intérêt à agir**

Nous sommes association agréée de protection de l'environnement au sens de l'article L.I 41-1 du C. Env.<sup>1</sup>. Nous agissons pour la protection de l'environnement, conformément à nos statuts, depuis plus de vingt ans, sur plusieurs communes dont Roissy-en-Brie. L'article L.142-1 du C. Env. nous confère donc un intérêt à agir dans la présente demande.

## **2. Recevabilité**

Nonobstant les affichages sur le terrain qui n'ont été réalisés que tardivement, notre recours gracieux est déposé dans les deux mois qui ont suivi la date de non opposition, fixée au 8 avril 2006 par le courrier DU/192 du 10 février 2006. L'affichage en mairie prévu à l'article R422-10 du C.U. n'est pas encore intervenu.

Le présent recours gracieux est déposé en Mairie de Roissy-en-Brie le 7 juin 2006, contre signature. Notre recours gracieux est donc recevable.

<sup>1</sup> Code de l'**Env**ironnement

### **3. Mandat pour agir**

Le signataire du présent recours gracieux, Monsieur Philippe ROY, est Président de l'association et dispose à ce titre d'un pouvoir propre pour former ce recours gracieux, et est également mandaté à cet effet par la dernière assemblée générale du 26 novembre 2005 (*voir, par exemple à ce sujet T.A. de Melun n° 972021, défrichement a Poligny*).

### **4. Historique des déclarations et autorisation**

Il nous semble nécessaire de rappeler ici que la plus grande confusion règne aujourd'hui sur les autorisations concernant la clôture, le portail et l'autorisation de voirie nécessaire pour accéder sur la R.D. 361.

La déclaration de clôture (article L441-2 du C.U) est distincte de l'autorisation de travaux divers (article L422-2 du C.U.). La procédure est la même, mais les autorisations concernent des travaux différents. La confusion est systématique dans les demandes et l'on constate que les affichages comportent des informations qui nuisent à la compréhension par le public des travaux concernés.

Une première déclaration de travaux (en fait de clôture) portant le n° 77.390.05.0099, du 2 juin 2005 a été suivie d'une seconde déclaration de travaux (en fait de clôture) affectée du n° 77.390.05.0158, du 20 septembre 2005.

Il a été fait opposition à ces deux déclarations, sans que le pétitionnaire conteste le rejet de ses demandes.



Parce que les travaux nécessitant un accès sur la R.D.<sup>2</sup> 361, une autorisation de voirie a été délivrée le 28 novembre 2005, par les services de la D.D.E.<sup>3</sup>, mandataires du Conseil Général de Seine-et-Marne.

Par recours gracieux du 20 décembre 2005, le R.E.N.A.R.D. demandait à M. le Président du Conseil Général de Seine-et-Marne de bien vouloir annuler l'autorisation de voirie précitée, celle-ci étant affectée de diverses irrégularités.

Par arrêté du 28 décembre 2005 l'autorisation était rapportée, pour des raisons – entres-autres – de sécurité de la circulation.



Il s'en est suivi le dépôt d'une déclaration de travaux (en fait de clôture) sous le n° 77.390.06.0009, le 1<sup>er</sup> février 2006, qui a fait l'objet d'un sursis à statuer par arrêté en date du 23 février 2006. Ce sursis à statuer découle du périmètre d'étude d'aménagement d'entrée de ville, délimité par la délibération du conseil municipal du 23 mai 2005.

Ce sursis à statuer a fait l'objet de recours en annulation auprès du T.A. de Melun, assorti d'une demande de référé suspension à laquelle il a été fait droit par ordonnance du 6 avril 2006, sous le numéro 06-1674-4. Mais le dossier sur le fond, sur lequel nous avons décidé de déposer une requête en intervention aux côtés de la commune, n'est pas encore intervenu.

---

<sup>2</sup> Route Départementale

<sup>3</sup> Direction Départementale de l'Équipement

La société *Les Bleuets*, demanderesse dispose de ce fait d'une autorisation découlant de la décision du juge des référés de suspendre le sursis à statuer opposé par la commune, qui souhaite protéger et aménager l'entrée de ville. La suspension du sursis à statuer équivaut à une non opposition aux travaux de la clôture, et d'un portail.

Mais :

- d'une part le délai de recours contentieux contre cette non opposition n'a pas commencé à courir, faute d'affichage sur le terrain ;
- d'autre part la société *Les Bleuets* risque, si elle commence les travaux avant le jugement sur le fond de la validité du sursis à statuer, et si le jugement lui est défavorable, d'avoir réalisé des travaux qu'elle devra remettre en conformité à partir d'une nouvelle déclaration.

Les pièces de cette déclaration de travaux sont vierges de toute signature des services de la commune et comportent des dates variables (allant de septembre 2005 à janvier 2006). Il est impossible de savoir si ces pièces sont bien celles de la déclaration de clôture déposée le 1<sup>er</sup> février 2006.



Une nouvelle déclaration de travaux (en fait de clôture) était déposée le 8 février 2006, sous le n° 77.390.06.0012 et, faute d'opposition de la part des services de la commune, aboutissait à la possibilité d'engager les travaux après le 8 avril 2006.

Il faut ici remarquer que la demande était identique à la déclaration de travaux n° 77.390.06.0009 précitée, portait sur les mêmes terrains et le même projet de clôture.

Dans ces conditions on est fondé à croire que le jugement sur le fond de l'autorisation précédente n'aura, quand il interviendra, aucune conséquence sur les travaux à faire, cette seconde demande étant venue se substituer à la précédente qu'elle a de fait rendue caduque.

Cette déclaration de travaux était par ailleurs fort improprement appelée *création d'un accès voirie* sur le récépissé de la demande.

Au surplus les pièces du dossier déposé sont tout aussi dépourvues de signature et d'identification de la part des services de la commune.

C'est l'autorisation dont nous demandons l'annulation, avec l'ensemble des autres autorisations décrites ci-dessus, qui auraient conservé validité. Une annulation que nous justifions avec les moyens de forme et de fond développés ci-après.

Cette annulation de la déclaration de clôture permettra également de faire disparaître la confusion avec l'autorisation de voirie dont le pétitionnaire croît sans doute disposer.



## **5. Moyens de forme**

### **5.1. Irrégularité de la demande et de l'instruction**

La demande porte, semble t-il, sur une clôture et un portail. Le récépissé de la demande – dont au surplus il existe deux versions différentes – mentionne que la demande porte sur la *création d'un accès de voirie*, sur la R.D. 361, route départementale gérée par le Conseil Général de Seine-et-Marne.

Le récépissé affiché sur le terrain comporte une signature qui n'est pas accompagnée du nom et du prénom de l'agent. Par suite il est impossible d'identifier l'auteur de la signature (*voir, par exemple, à ce sujet : C.A.A.<sup>4</sup> de Paris, Schéma Directeur d'Armainvilliers, dossier n° 02PA1143*).

Le récépissé de la demande n'a pas été affiché en mairie, comme le prévoit l'article R.422-10 du C.U., et comme le montre l'examen de la copie du récépissé – au demeurant non signé – figurant dans le dossier, vierge de toute indication de date d'affichage.

La notice descriptive jointe à la demande mentionne que celle-ci porte sur : « *Réfection et extension de la clôture à l'identique de l'existant* ». Cette affirmation est parfaitement inexacte, en effet, le périmètre du terrain a changé et un portail est ajouté.

### **5.2. Autorité incompétente**

S'agissant d'une autorisation comportant la création d'un accès sur une route départementale, et baptisée sur le récépissé de la demande de *création de voirie*, la commune était incompétente pour délivrer une autorisation d'accès sur une route départementale.

### **5.3. Absence de consultation des services**

Le positionnement du portail est évidemment fonction de l'accès sur la R.D.. Les services du Conseil Général auraient dû être consultés.

## **6. Moyens de fond**

### **6.1. L'atteinte portée aux lieux avoisinants**

Aucune pièce du dossier ne comporte de vue permettant d'apprécier l'insertion de la clôture dans le paysage. On ne connaît pas l'aspect ni la couleur du portail.

### **6.2. Le respect du P.L.U.**

Les essences de la haie qui accompagnent la clôture ne figurent pas dans la charte végétale annoncée dans l'article UX.13. La haie prévue est annoncée comme *haie végétale de type lylandis*. Nous avons vainement cherché tant dans les ouvrages sur les espèces naturelles que sur les espèces d'ornement (*Arbres et arbustes d'ornement ; R. Brossard & P. Cuisance*) un arbuste qui porterait le non de *lylandis*). Cette espèce semble inconnue.

Mais les services instructeurs disposent certainement d'ouvrages qui leur ont permis d'apprécier l'insertion d'une haie de *lylandis* dans le paysage. Nous souhaitons recevoir copie des pages de ces ouvrages montrant des *lylandis* aux différentes étapes de leur développement.

---

<sup>4</sup> Cour Administrative d'Appel

L'article UX.11 concernant la constitution des clôtures prescrit que le grillage constituant la clôture doit être *posé sur cornières*. Les travaux prévus comportent des *poteaux béton préfa brute scellés dans la semelle filante*. L'emploi de matériaux nu est interdit.

Le terrain résulte d'une division parcellaire dont une des nouvelles limites se trouve à moins de 2 m de la construction existante sur la parcelle détachée (sur les plans la cote correspondante est illisible). La règle de recul prévue à l'article UX.7, en 1, prescrit un recul de 5 m minimum.

### **6.3. L'erreur manifeste d'appréciation**

La non opposition permet de réaliser un portail pour un accès sur la R.D. 361, alors qu'aucune autorisation n'existe, et ne semble même pas avoir été demandée aux dires même du maire-adjoint chargé de l'urbanisme, lors de notre rencontre du 19 mai 2006.

La commune a créé un périmètre d'étude pour requalifier l'entrée de ville et définir les accès aux zones d'activités qui encadrent ou encadreront la R.D. 361 en sécurité. Il est évident, et d'ailleurs la première approche de l'étude commandée le montre, qu'il ne faut pas multiplier les accès sur la R.D., pour assurer la sécurité des usagers. C'est à cet effet que se prévoit la création d'un rond-point destiné à desservir les espaces d'activités concernés.

Les accès aux parcelles seront réalisés par des voiries nouvelles longeant cette R.D., qui devront empiéter de quelques mètres sur les parcelles longeant la R.D.. Dès lors la réalisation de clôture et de portail dans cette bande est de nature à augmenter le prix des travaux (démolition des ouvrages réalisés et nouvelle réalisation de cette clôture et du portail d'accès aux frais de la commune).

Par conséquent permettre des travaux de clôture dans ces conditions relève de l'erreur manifeste d'appréciation.

Au surplus le portail prévu d'une largeur de 9,52 m, a été placé dans l'angle nord-ouest de la parcelle, alors que les plans montrent une plantation d'alignement le long de la clôture. L'axe de cette plantation de *lylandis* est prévu à 2 m de la clôture, en définitive si la plantation de *lylandis* est réalisée comme le montre le plan une partie de la largeur du portail sera obturée par la haie, sur, en tout cas, plus de 2 m. Autrement, si la haie n'est pas plantée comme montré au plan, les travaux réalisés ne seront pas conformes et seront passibles des sanctions pénales prévues à l'article L480-4 du C.U..

De plus l'angle du terrain est obtus à l'endroit où le portail est prévu. La manœuvre des véhicules qui accèderont au terrain n'apparaît pas devoir être très commode et la sécurité pour les usagers de la route départementale pourrait en être affectée.

### **6.4. La protection des boisements**

La clôture est inexistante du côté est, seuls subsistent quelques piquets. La réalisation du muret prévu dans le dossier amènera obligatoirement à la réalisation d'un défrichement (sur environ 160 m de long et au minimum 2 m de large) pour lequel l'autorisation n'a pas été demandée.

Le dossier comporte une incohérence manifeste. Il montre en effet, sur toute la partie de la clôture qu'il est projeté de réaliser dans un boisement existant, le projet de plantation d'une haie de *lylandis* qui nécessitera un défrichement !

L'absence de cette autorisation de défrichement entache d'illégalité la non opposition à la déclaration de travaux (en fait de clôture).

On sait en outre qu'un premier procès-verbal a été déjà dressé, le 24 juin 2005, précisément à cet endroit, pour défrichement sans autorisation d'environ 800 m².

## **7. Les autres autorisations**

Aucune des autres autorisations ou non opposition mentionnées en 2. de l'objet de cette lettre n'ayant été affichée sur le terrain les délais de recours n'ont pas encore commencé à courir.

De ce fait, ces autres autorisations ou non opposition étant fondées sur le même dossier de demande sont irrégulières pour les mêmes raisons, nous en demandons simultanément l'annulation.

## **8. Conclusions**

Pour toutes ces raisons, au moins, il apparaît que la non opposition à la déclaration de clôture est entachée d'illégalités et doit être annulée.

Nous sommes à votre disposition pour des rencontres qui permettraient de détailler les remarques et griefs que nous avons exposés ci-dessus.

Nous vous demandons de bien vouloir nous transmettre copie de l'arrêté qui annulera la non opposition à la déclaration de clôture et aux précédentes citées en objet.

Nous profitons de ce recours gracieux pour souligner le bien fondé du périmètre d'étude que vous avez fait voter en conseil municipal. L'examen de ce dossier montre en effet les difficultés pour organiser un accès commode à ce terrain, accès qui ne peut se faire que par une solution globale découlant de l'étude en cours.

Nous sommes à votre disposition pour un examen approfondi de ces dossiers avec les responsables concernés et, dans cette attente, nous vous prions de croire, **Madame le Maire**, en nos meilleurs sentiments.

**Le Président, Philippe ROY**